

## D'une *intifâda* l'autre, les quotidiens en Palestine

Bernard Botiveau et Aude Signoles

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/924>

DOI : [10.4000/ema.924](https://doi.org/10.4000/ema.924)

ISSN : 2090-7273

### Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2003

Pagination : 11-18

ISBN : 2-87027-993-0

ISSN : 1110-5097

### Référence électronique

Bernard Botiveau et Aude Signoles, « D'une *intifâda* l'autre, les quotidiens en Palestine », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 6 | 2003, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/924> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.924>

---

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

---

# D'une *intifâda* l'autre, les quotidiens en Palestine

Bernard Botiveau et Aude Signoles

---

- 1 Depuis le déclenchement, en septembre 2000 à Jérusalem, de ce qu'il est convenu d'appeler la seconde *intifâda* palestinienne, ou l'*intifâdat al-Aqsâ*, il est devenu aussi facile de s'informer que difficile de donner un sens aux faits massivement exposés dans les médias. L'information primaire circulant sur les événements de Palestine a en effet augmenté en quantité et en intensité dramatique. La rapidité de sa transmission et le caractère hétérogène de ses sources – politiques, journalistiques, militantes, humanitaires – et de ses traitements, rendent malaisée la compréhension de ce qui se passe sur le terrain, l'identification des acteurs et les changements survenus dans la société palestinienne ; tandis que le souci de nombre de commentateurs de présenter une version « équilibrée » de la situation ou de rendre justice à tel « camp » ne fait souvent que rendre plus opaque la situation. L'après 11 septembre, puis les préparatifs d'une guerre en Irak maintes fois annoncée et devenue réalité, n'ont fait que renforcer les appréhensions suggérées. Dans ce contexte, quelle peut être la place d'une recherche scientifique, à certains égards tributaire de ces ingrédients médiatiques, tout en fonctionnant selon d'autres normes dont l'une, et non des moindres, est celle de la durée de production liée à des procédures d'enquête et de vérification appropriées ?
- 2 L'une des questions que se posent les chercheurs engagés sur ce terrain et qui leur est par ailleurs fréquemment adressée porte sur les conditions d'exercice et les finalités de la recherche dans les Territoires palestiniens : dans les conditions de l'actuelle *intifâda*, est-il « encore » possible d'organiser un programme de recherche sur la société palestinienne ? Peut-on formuler des hypothèses pertinentes sur les recompositions internes en cours, alors que les préoccupations dominantes s'orientent davantage vers des considérations géopolitiques et une approche globale que vers une prise en compte de pratiques locales propres à des groupes restreints et peu institutionnalisés ? Peut-on échapper aux discours de rupture – ou à ce que Bernard Lepetit appelle, à propos des modèles de sociologie des cités, la « métaphore du basculement » – et envisager, dans le cas de la société palestinienne, le « chaos » de l'autorité politique, la « radicalisation »

des acteurs, l'« exceptionnalité » de la période de crise et l'avènement d'un temps radicalement « nouveau » ? Surtout, au-delà de ces questionnements analytiques, comment procéder avec méthode sur un terrain déjà « mouvant », qu'il est de plus en plus malaisé d'investir physiquement et pratiquement ?

- 3 Même si certaines des contraintes liées à la recherche en Palestine ne sont pas nouvelles<sup>3</sup>, on peut à ce propos rappeler plusieurs faits et relever différents indices tendant à illustrer les difficultés actuelles d'accès aux sources et aux institutions qui servent de support au travail d'analyse, à commencer par les universités. Dans les territoires palestiniens, les institutions académiques, organisées avant le processus d'Oslo autour de quelques centres, à Naplouse, Gaza, Birzeit, Jérusalem et Bethléem, ont essaimé, au cours des années 1995 à 2000, dans plusieurs localités en recrutant sur de nouvelles bases et en ouvrant des annexes, à la faveur notamment d'aides européennes et arabes ; au point qu'une douzaine d'universités indépendantes et concurrentes ont organisé un réseau d'enseignement supérieur conséquent. Or, depuis l'année universitaire 2000-2001, cette organisation fragile a commencé à être mise entre parenthèses, une partie des institutions ayant dû soit fermer leurs portes, soit transférer leurs locaux dans des lieux moins exposés au contrôle militaire israélien, bref le système a été fortement perturbé. Les échanges avec les universités européennes ont diminué, faute de conditions acceptables pour fonctionner.
- 4 Il est possible d'étendre à bien d'autres secteurs d'activité ces observations. De façon générale, la difficulté de circuler, d'une part entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, d'autre part entre les villes et localités de chacune de ces deux divisions géographiques, rend problématique pour le chercheur l'accès à ses interlocuteurs habituels, qu'il s'agisse d'étudier le fonctionnement d'une municipalité, d'une ONG, d'une juridiction ou de toute autre institution. Les périodes de bouclage et de fermetures diverses de ces territoires, devenues systématiques à partir du soulèvement palestinien, ont un peu plus perturbé des déplacements et des flux qui fonctionnaient tant bien que mal auparavant. Quant aux réoccupations intermittentes, par l'armée israélienne, des principales agglomérations de la Cisjordanie et de la bande de Gaza qui étaient devenues autonomes quelques années plus tôt, elles rendent encore plus difficiles à quiconque tout déplacement, y compris à l'intérieur d'une même cité. Les mesures d'imposition de couvre-feux qui accompagnent, de plus en plus souvent, l'arrivée des blindés dans les villes, ne font qu'accroître, qui plus est, les problèmes d'accessibilité aux enquêtés et les possibilités d'observation des pratiques sociales ; tandis que la destruction des principaux bâtiments de l'administration palestinienne en construction et des institutions locales amenuise quantitativement les données de première main indispensables à tout travail d'enquête. Ces contraintes multiples, liées à la guerre, allongent sans doute la durée des enquêtes et rendent toute recherche future sur les Territoires davantage dépendante de documents produits par d'autres, notamment dans les institutions israéliennes, mais aussi parmi les bailleurs de fonds ou les organes de la presse internationale.
- 5 En dépit de ce « terrain miné »<sup>4</sup>, il reste possible d'effectuer dans la société palestinienne de l'intifâda une recherche susceptible d'infléchir ou de modifier les analyses jusque-là réalisées, tout en tenant compte de leur inscription dans un processus relativement long : les différentes contributions regroupées dans ce numéro, résultats d'enquêtes en cours ou proches de leurs conclusions, le montrent bien. Les thèses soutenues en France ces deux ou trois dernières années attestent, quant à elles, de la permanence de

la recherche, en ce qui concerne tant la société israélienne que la société palestinienne : il en va de même pour les thèses en cours, certaines dues à des auteurs de ce travail collectif.

- 6 De multiples façons, le début de normalisation dû aux accords d'Oslo de 1993, a entraîné une réorientation décisive d'un processus de construction nationale entamé après la première guerre mondiale en Palestine et poursuivi dans l'exil. La mutation du mouvement national en « Autorité palestinienne » (AP) à partir de 1994 a conduit à l'instauration d'institutions administratives, à la création de ministères publics, au déploiement de forces de police, à la mise en œuvre de procédures bureaucratiques, bref, à toute une organisation administrative, politique et judiciaire inédite. En dépit d'une occupation maintenue, tout au long de l'application des accords d'Oslo, de larges secteurs de la Cisjordanie et de Gaza par l'armée israélienne et d'une domination économique qui contrariaient l'autonomisation des zones censées être libérées, il en est ressorti des modifications nombreuses dans les pratiques politiques, dans les perceptions du pouvoir par la population, dans les modes de la représentation politique à tous les échelons, dans les relations sociales en général. Même si elle n'a pas conquis son indépendance, la population palestinienne a pu pour la première fois mettre à l'épreuve de l'autonomie des résolutions forgées en temps de guerre, dans l'intérieur occupé ou dans l'exil ; en particulier, l'État « imaginé » est devenu pour elle une réalité tangible, dans la réalisation de ses attentes, comme dans ses déceptions ou ses craintes. Par le canal des organisations politiques, par celui des municipalités, des syndicats et, plus fréquemment, des grandes ONG qui avaient assuré avant Oslo la gestion des principaux services publics, les citoyens ont négocié leur participation à la vie publique et leur représentation, tandis qu'ils ont tenté de s'emparer de la partie de l'espace public qui ne leur était que parcimonieusement concédée, comme ce fut le cas pour la presse, active mais surveillée par le pouvoir de Yâsir cArafât [Yasser Arafat]. Une AP forte de sa légitimité internationale et soucieuse de ne pas compromettre la recherche des soutiens financiers extérieurs que le processus de paix facilitait alors, a opéré certaines concessions. Cette situation nouvelle créée par Oslo a incontestablement influé sur les perceptions externes du problème palestinien et en particulier sur l'analyse des chercheurs. On mettait volontiers auparavant l'accent sur l'exceptionnalité de la situation palestinienne, en l'assimilant à une « société sans État » et en considérant la durée du conflit, plusieurs générations successives n'ayant connu d'autre sort qu'une absence d'existence politique à propos de laquelle seuls quelques pays comme l'Afrique du Sud offraient des points de comparaison. Dans les termes caractéristiques du développementalisme et de la sociologie de la domination, les sciences sociales n'hésitaient pas à insister sur la propension au *sumud*, à cette capacité de « tenir » bon dans l'adversité. L'unité, de ce fait, était politiquement mise en avant, contre la diversité, génératrice de diversion et de démobilisation.
- 7 La signature des accords d'Oslo a eu un effet certain sur le rapport au politique de la population palestinienne, dans ses institutions de l'intérieur comme de l'exil : à différents degrés, désenchantement, démobilisation, pragmatisme, ont été les signes paradoxaux d'une certaine maturation politique du conflit. Bien que très réduit en nombre, le retour des exilés a touché toutes les organisations politiques, toutes les générations et les groupes sociaux. La séparation, les incompréhensions, les désaccords stratégiques entre Palestiniens de « l'intérieur » et de « l'extérieur » se sont atténués à mesure que progressait le travail commun au sein d'institutions nationales, fragiles mais bien réelles. En revanche, ce qui était masqué au nom de l'unité a refait surface. La

séparation entre Gaza et la Cisjordanie est apparue non seulement comme une contrainte géopolitique mais aussi comme une constante historique et géographique. Pour pouvoir gouverner, Yâsir Arafât et les dirigeants de l'AP ont élaboré des stratégies notablières faisant revivre les anciens partages et les anciennes rivalités entre familles et clans (*hamoulas*) en s'appuyant sur un ethnolocalisme hérité du mode de gouvernement ottoman. La distinction entre être de l'intérieur et de l'extérieur est devenue moins importante ou, mieux, s'est incorporée à de nouveaux clivages politiques à mesure que les clivages hérités de l'occupation se reformaient sur des bases en partie différentes. Les acquis des années antérieures de résistance en termes de gestion des services publics se cumulaient dans la défense des ONG et des associations que le pouvoir cherchait à museler au nom de l'intérêt national ; et cela a contribué à redessiner un espace public qui trouvera dans cette période des adeptes décidés.

- 8 Sans vouloir multiplier les exemples, ce changement a fait bouger en conséquence les analyses du processus de construction nationale palestinienne. Les perceptions des chercheurs s'en sont ressenties et c'est justement sur cette évolution que porte cette production collective consacrée à la seconde *intifâda*. En traitant de la seconde *intifâda*, ces recherches traitent de ce qui l'a rendue à la fois inévitable et possible. Elles traitent d'un changement important de rythme, tout en essayant de montrer, à partir de plusieurs exemples, comment les stratégies des acteurs, leur adaptation à un quotidien marqué au sceau de l'incertitude, dénotent une rationalité sociale et politique, expérimentée dans des périodes antérieures, et expliquant vraisemblablement le pourquoi d'une continuité de l'activité. Les accords d'Oslo n'ayant pas tenu leurs promesses, le côté transitionnel de la situation palestinienne subsiste. L'utilisation aléatoire de l'espace, la réactivité au contexte international, le sens du provisoire, l'incertitude quant à l'avenir sont toujours très présents. Mais le temps court de l'action politique, marqué par l'urgence, ne se recoupe pas nécessairement avec la temporalité sociale. Par exemple, l'espace physique disponible, de par son exigüité et son découpage en zones de plus en plus séparées les unes des autres, accentue des mutations sociales déjà rapides : c'est le cas des pratiques de santé, de la scolarité des jeunes, des mariages et affaires de famille, de la convocation d'une assemblée municipale, de la recherche d'un emploi, de l'obtention d'un permis ou d'un voyage à l'étranger. Ces pratiques changent, tout en s'inscrivant dans une réalité observable sur des durées plus longues.
- 9 Tels étaient quelques-uns des enjeux de ces travaux effectués en majorité par des chercheurs engagés dans une recherche doctorale de plusieurs années sur la société palestinienne. Certains ont commencé ce travail pendant les années postérieures aux accords d'Oslo et l'ont continué après septembre 2000, date du déclenchement de la seconde *intifâda* ; d'autres l'ont débuté en pleine période de crise. L'une des questions que nous nous sommes posées était de comprendre ce qui faisait « tenir » cette société, c'est-à-dire ce qui apparaissait comme éléments stables lui permettant de fonder une institutionnalisation de ses pratiques sociales et politiques. Il ne s'agit pas ici de faire appel à des déterminants lourds qui seraient le poids de la famille, l'impact de la religion, une solidarité ancrée dans la mémoire des désastres passés ou un « instinct de conservation » sociale. En réalité, les contributeurs de ce numéro sont unis par la même et profonde conviction que toute étude de la crise politique qui affecte les Territoires palestiniens depuis près de trois ans doit être appréhendée dans la continuité des travaux et analyses antérieurs, réalisés pourtant dans un contexte différent de « pacification ». C'est, en effet, par rapport aux discours, positionnements, relations de

pouvoir et décisions *hérités* que les acteurs interviennent dans l'espace public palestinien durant l'*intifâdat al-Aqsâ*, et que les pratiques sociales et les enjeux politiques – parfois anciens, parfois nouveaux – qui émergent à la faveur de la conjoncture, peuvent être expliqués. À partir d'un tel positionnement, il est possible d'établir un lien entre des éléments saisis d'ordinaire dans la discontinuité des découpages et césures historiques (l'occupation israélienne, l'*intifâda*, la Palestine d'Oslo, l'*intifâdat al-Aqsâ*) et de s'interroger sur la continuité cohérente des pratiques comme sur l'existence de ruptures structurées, indépendantes du hasard des reconfigurations événementielles. Notre point d'accord est ainsi de penser la société palestinienne – dont les identités politique et culturelle ont été et sont forgées et modulées en situation de conflit non interrompu – en termes de *processus*, beaucoup plus qu'en termes de ruptures. De ce point de vue, la signature des accords d'Oslo, le 13 septembre 1993, entre l'État d'Israël et l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), ouvre la voie, pour le mouvement national palestinien jusque-là en exil, à un double processus : un processus de territorialisation sur des parties de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, d'une part ; un processus de construction étatique et d'établissement d'une autorité politique nationale, d'autre part – qui revêt concrètement la forme d'une normalisation institutionnelle.

- 10 Dans cette optique, la recherche de correspondances entre la première et la seconde *intifâda* peut se révéler biaisée. Entre 1987 et aujourd'hui, l'environnement local et international est modifié, une autre génération d'acteurs est concernée, mais surtout il faut dorénavant intégrer à nos analyses l'expérience de l'autonomie et de la territorialisation politique palestiniennes. La seconde *intifâda* a vu l'émergence de jeunes Palestiniens engagés dans un face-à-face quotidien et violent avec les soldats israéliens, dans un contexte d'affrontements armés et militarisés<sup>8</sup>, de marginalisation d'une partie des dirigeants politiques issus des accords d'Oslo et de paralysie partielle d'institutions comme le Conseil législatif. À cela s'ajoutent des difficultés économiques nombreuses. Mais ces facteurs ne suffisent pas à traduire tout ce qui a bougé, lentement, dans la société et qui ne peut s'appréhender qu'en observant également les groupes restreints immobilisés par les bouclages et une vie locale perturbée mais toujours active. Il ne s'agit pas ici du processus d'Oslo, avec son calendrier, ses échéances respectées ou non, ses procédures de contrôle, ses négociations périodiques, mais de ces changements perceptibles ou imperceptibles dans l'organisation de la société palestinienne qui viennent autant d'un effet cumulé des différentes périodes envisagées que de la crise actuelle.
- 11 En résumé, trois considérations principales ont guidé la préparation de ce numéro sur la seconde *intifâda* palestinienne. La première, partagée assez largement par les contributeurs, consistait à être conscient des contraintes de l'aléatoire, du transitoire ou de l'urgence, de tout ce qui aussi est lié à une certaine économie de la violence dans la gestion des actions au quotidien. Mais cela ne signifiait pas l'impossibilité de fonder des hypothèses sur le fonctionnement *actuel* de cette société. L'*intifâda* représente ainsi un enjeu pour la classe politique palestinienne, pour les dirigeants issus de l'OLP, en termes de renouvellement des cadres et des dirigeants au plus haut niveau, plus qu'une remise en cause de l'ordre social et politique<sup>9</sup>. Dans quelles mesures certains acteurs prennent-ils le dessus sur d'autres ? Par le biais de quelles formes de mobilisation le font-ils ? L'*intifâda* représente aussi un test de la validité des modèles interprétatifs proposés, des hypothèses formulées et des principaux questionnements problématiques avancés : le local prend-il plus d'importance à la faveur de la crise

politique ? Quel mode de représentation politique est-il privilégié ? Comment la sphère publique est-elle investie par les associations, les groupes et les individus ? En d'autres termes, quelle importance prennent les allégeances notablières, partisans, communautaires, géographiques, etc., dans la vie – ou la survie – des populations au quotidien ?

- 12 La seconde considération tient à la nécessité de se livrer à ce qui s'apparente à une microsociologie, la seule qui permette sans doute de percer les frontières imaginaires, physiques et idéologiques imposées par cette période, pour envisager des questionnements plus larges. Cela n'est pas étranger, sur un troisième plan, au souci qui a été le nôtre de rechercher un sens, acceptable dans la communauté des chercheurs, aux événements en cours et aux transformations sociales et psychologiques qu'ils induisent. Or, peut-on rester silencieux face à ce qui est une crise politique majeure, alors que bien peu de publications scientifiques sur la seconde *intifâda* ont paru, si on les compare au nombre des enquêtes journalistiques, aux programmes d'experts et aux prises de paroles intellectuelles et militantes, toutes choses légitimes et nécessaires, mais non susceptibles de répondre à toutes les questions évoquées ?
- 13 Ce numéro s'ouvre par une étude des jeunes Palestiniens – figures ô combien emblématiques de l'*intifâda* –, souvent présentés comme un groupe parfaitement homogène dans ses positionnements face à la crise politique et à l'Autorité palestinienne. Pénélope Larzillière montre, au contraire, comment ces « jeunes » vivent différemment la période actuelle, selon la manière dont ils lient construction de soi et lutte nationale. Les trois articles suivants portent sur des institutions de la vie politique et sociale qui ont un fort ancrage local : municipalités, universités et ONG. Ils soulignent tous comment le contexte actuel de crise affecte leur bon fonctionnement sans pour autant le stopper, ni surtout mettre de côté ou radicalement transformer les enjeux internes propres à leur « champ ». Aude Signoles montre ainsi comment les municipalités et leurs représentants redeviennent des acteurs-clés de la vie politique locale, ne serait-ce que par l'aide qu'ils apportent au quotidien à des populations opprimées et démunies. Vincent Romani parle, quant à lui, d'universités en « routine de crise » et souligne la continuité de leurs difficultés à structurer un espace académique autonome. Caroline Abû Sada met, elle, l'accent sur un enjeu politique majeur pour les ONG – celui de leur subordination plus ou moins grande au centre politique – qui demeure en période de crise, malgré l'affaiblissement de l'Autorité. Deux autres contributions mettent l'accent moins sur des groupes ou des institutions que sur des pratiques individuelles. Centrées l'une sur les mobilités, l'autre sur l'observation d'un rite religieux, elles soulignent toutes deux combien les populations, lourdement affectées dans leurs activités de la vie quotidienne par l'encerclement des villes et les impositions de couvre-feux décrétés par l'armée israélienne, n'en développent pas moins des stratégies d'adaptation et/ou de contournement des contraintes qui leur sont posées. La « mise en réseau » de villes observée par Hélène Seren à partir d'une entrée par les flux de voyageurs et des déplacements des taxis collectifs, témoigne d'un changement des comportements, dû sans aucun doute à la seconde *intifâda*, mais amorcé dans l'accès à l'autonomie. L'étude de Stéphanie David sur le ramadan traduit aussi cette ambivalence du quotidien social : elle met l'accent à la fois sur la continuité de l'observation de pratiques religieuses malgré la crise et sur les nécessaires « innovations » que la réalité faite d'oppression imposent aux

populations d'adopter. Enfin, les *diaries*/carnets de route au quotidien que nous avons insérés à cet ensemble ajoutent à ces enquêtes une immédiateté saisie en contrepoint.

- 14 Les différentes contributions de ce numéro ont choisi d'aborder la société palestinienne en guerre par ce qui fait le quotidien des individus qui la composent. Elles s'éloignent en cela des thèmes généralement valorisés par les médias, tels que l'illégitimité supposée de Yâsir Arafât, la réforme et la démocratisation des institutions de l'Autorité ou encore les répercussions de l'invasion américaine de l'Irak sur l'avenir des relations israélo-palestiniennes. Figurant à différents titres sur les agendas politiques, ces questions ont sans doute leur place dans l'interprétation d'une société en guerre, mais elles ne peuvent rendre compte à elles seules de la variété des situations auxquelles cette société est confrontée. Les enquêtes ici restituées reflètent les préoccupations, aspirations et difficultés concrètes de la population ; bref, elles mettent en lumière les lectures *palestiniennes* de la réalité sociale. S'ajoutant aux éléments d'information et d'interprétation les plus répandus, ces lectures aident à comprendre – si ce n'est à anticiper – le positionnement des acteurs vis-à-vis, d'une part, des modalités de règlement du conflit, d'autre part, des transformations internes du système politique.

---

## NOTES

1. Du nom de la mosquée d'Omar ou mosquée Al-Aqsâ, sise sur l'Esplanade des mosquées ou le Mont du Temple, où eurent lieu, à cette date, des affrontements entre population palestinienne et armée israélienne protégeant la visite d'Ariel Sharon.
2. Lepetit B., « Le présent de l'histoire » dans B. Lepetit, éd., *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995, pp. 280-281.
3. Tamari S., « Problems of Social Science Research in Palestine », dans *Palestine, Palestiniens. Territoire national, espaces communautaires*, R. Bocco, B. Destremeau, J. Hannoyer, éd., *Cahiers du CERMOC*, n° 17-1997.
4. Debie F. et Fouet S., *Israël et Palestine. La paix en miettes*, Paris, PUF, 2000.
5. Expression reprise de Albera D. (dir.), « Terrains minés en ethnologie », *Ethnologie française*, XXXI, PUF, 2001/1 janvier-mars 2001.
6. Voir les thèses de Jocelyn Grange, *L'État palestinien d'Oslo : statut permanent ou modus vivendi ?*, Aix-Marseille III, 2000 ; Cédric Parizot, *Le mois de la bienvenue. Réappropriation des mécanismes électoraux et réajustement de rapports de pouvoir chez les Bédouins du Néguev*, Israël, Paris, EHESS, 2001 ; Moussa Abou Ramadan, *Les minorités en Israël et le droit international*, Aix-Marseille III, 2001 ; Laurence Louër, *Les citoyens arabes d'Israël. Voix et regards*, Paris, Balland, 2003 ; et les thèses soutenues en 2002 de Pénélope Larzillière et Hélène Seren-Ateya, contributrices de ce numéro.
7. Palestinian Authority (PA) ou Autorité palestinienne (AP) dans les textes juridiques internationaux ; Autorité nationale palestinienne (*Al-sulta al-wataniyya al-filastiniyya*) dans les documents officiels palestiniens.
8. Legrain J.-F., « Autonomie palestinienne : la politique des néo-notables », *REMM*, n°s 81-82, 1996.

9. Selon des observations croisées entre ces auteurs et d'autres chercheurs réunis pour des journées d'étude sur les conditions de la recherche en sciences sociales en Palestine, Aix-en-Provence, nov. 2002, PICS-CNRS : « Palestine : sociétés, normes et institutions ».

10. Bucaille L., *Généralisations intifâda*, Paris, Hachette Littératures, 2002.

11. Cette remarque distingue l'actuelle *intifâda* de la précédente, dans laquelle le volet social du soulèvement a revêtu, en plus de la mobilisation contre l'occupation, une importance cruciale.

---

## INDEX

**Mots-clés** : Palestine

## AUTEURS

**BERNARD BOTIVEAU**

Cedej

**AUDE SIGNOLES**

Université de Paris I

Iremam (Aix-en-Provence)